

Confédération Internationale des Syndicat :

Les propositions pour Israël/Palestine sont un affront aux droits et à la dignité des Palestiniens

Les propositions de l'administration Trump pour Israël et la Palestine, annoncées mardi dernier, sont un affront aux droits et à la dignité des Palestiniens et n'ont rien d'un plan de paix réaliste. Ces propositions avancées conjointement par Donald Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu ont été préparées par le gendre du président américain, Jared Kushner, lequel entretient des liens commerciaux et financiers importants avec les entreprises israéliennes.

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI, a déclaré : « L'annonce faite cette semaine n'offre aucune base pour la paix et la justice et a été rejetée par l'Autorité palestinienne. Aucun dialogue ou consultation digne de ce nom n'a été engagé avec les Palestiniens. La paix ne pourra être obtenue que par le biais de négociations basées sur le droit international et non en imposant au peuple palestinien une formule unilatérale absolument inacceptable. Les propositions américaines compromettent sérieusement toute perspective d'aboutir à un accord équitable et pacifique. »

Le projet proposé par les États-Unis légitimerait toutes les colonies israéliennes déployées

illégalement sur le territoire palestinien, nierait la revendication légitime des Palestiniens en faveur d'une capitale nationale à Jérusalem-Est, abandonnerait des dizaines de milliers de citoyens palestiniens hors d'Israël, annexerait de larges parts de la Palestine, en accordant notamment à Israël la souveraineté sur plus d'un tiers des territoires palestiniens situés dans la vallée du Jourdain, priverait les Palestiniens du statut de réfugiés et supprimerait l'UNWRA, l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, un programme vital pour l'économie palestinienne. Toute perspective de créer un État palestinien relèverait de la décision des États-Unis et d'Israël.

Sharan Burrow ajoute : « La CSI se veut pleinement solidaire de son affilié palestinien PGFTU, qui rejette ces propositions, et appelle la communauté internationale à également s'y opposer. La seule voie acceptable pour progresser est de mettre fin à l'occupation israélienne et d'engager de véritables négociations, en vue d'aboutir à une solution à deux États, basée sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies et sur les frontières antérieures à 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale d'un État souverain palestinien. »

Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI(*)

La CSI représente 168 millions de travailleurs et travailleuses dans 306 organisations affiliées dans 154 pays et territoires.